

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3866

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 57

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés LFI-NFP souhaitent remettre en cause le rôle joué par le FMI dans l'économie mondiale.

Nous nous opposons à la fonction même du FMI qui n'est que le garant de l'hégémonie du dollar américain dans le monde et qui impose aux peuples des coupes austéritaires qui empirent la situation budgétaire des États.

En effet, le FMI, qui a son siège à Washington, est le garant de l'hégémonie monétaire américaine depuis l'abandon des accords de Bretton Woods en 1971. Comme le disait à ce moment John Connally, secrétaire d'État au Trésor sous Nixon : « Le dollar, c'est notre monnaie et c'est votre problème ». Cette hégémonie du dollar est garantie par le FMI dont le dollar représente aujourd'hui 40% du panier que l'institution utilise pour ses droits de tirage spéciaux.

Par ailleurs, le FMI est également la pointe avancée du néolibéralisme autoritaire qui impose l'austérité aux peuples. Ce fonds a mis à bas l'économie grecque et saccagé leur niveau de vie. Pour quels résultats ? La dette grecque est passée de 164,1 % du PIB en décembre 2012 à 165,4 % du PIB en mars 2024. Cette décennie est plus que perdue : le FMI a choisi de sacrifier un pays tout entier pour satisfaire la finance internationale. Désormais, ce fonds menace la France en raison du déficit provoqué par la politique macroniste.

Enfin, le système de vote au sein du FMI est intrinsèquement vicié et n'a rien de démocratique. Pour obtenir une majorité sur un vote, il faut réunir 85% des droits de vote, ces derniers dépendant de la part du capital du FMI détenue par un État. Or, les États-Unis à eux seuls possèdent 17% des droits de vote, ce qui leur donne de facto un droit de veto sur les décisions qui y sont prises. Le PIB américain ne justifie pas un tel « privilège exorbitant » pour reprendre le mot du Président Giscard d'Estaing, expression encore d'actualité alors que les équilibres de l'économie mondiale ont bien changé.

Afin que s'engage un véritable dialogue pour remanier en profondeur cette institution, nous proposons donc de supprimer cet article.